

Droits Humains - Lindley Couronne, directeur d'Amnesty International Maurice enquête à Madagascar

Le Mauricien – 03/09/11



Le directeur de la section mauricienne d'Amnesty International, Lindley Couronne, quitte Maurice la semaine prochaine pour Madagascar. La direction générale de cette organisation internationale de défense des droits humains, basée à Londres, lui a confié la mission d'enquêter sur les violations des droits humains commises depuis le début de la crise politique dans la Grande Île. « *C'est un honneur qui rejaillit sur tout le pays et qui permet de comprendre qu'on apprécie le travail abattu jusqu'ici par la section mauricienne d'Amnesty International (AI) dans le domaine de la défense des droits humains* », confie Lindley Couronne. Il sera rejoint pour cette mission par Christian Mukosa, chercheur d'AI originaire de la République Démocratique du Congo, récipiendaire en 2003 du Reebok Human Rights Awards. Institué en 1988 par la Reebok Foundation, le Reebok Human Rights Award venait récompenser des activistes de moins de 30 ans qui défendent les droits humains sans violence. Chaque année, quatre ou cinq jeunes recevaient USD 50 000, somme qui devait servir à soutenir leurs œuvres. Or, depuis 2007, aucun nouveau Awards n'a été remis. Jusqu'ici, des jeunes d'une quarantaine de pays l'ont reçu.

« *Notre mission, à M. Christian Mukosa et à moi, consistera à faire un constat sur le terrain de l'évolution la situation quant au respect des droits humains à Madagascar depuis la soumission du dernier rapport d'AI sur ce sujet l'année dernière* », explique-t-il.

Une délégation d'AI s'est en effet rendue à Madagascar en juin 2009 pour enquêter sur les violations des droits humains commises pendant la crise politique couvrant la période de décembre 2008 à janvier 2010. Les délégués ont recueilli des témoignages de victimes et discuté de la situation des droits de l'homme à Madagascar avec divers acteurs. Ils se sont entretenus avec des membres d'organisations de la société civile du pays, notamment des avocats, des défenseurs des droits humains et des journalistes. Ils ont également rencontré des représentants d'organisations internationales, entre autres des organes des Nations unies. Ils ont de plus rencontré des membres de la Haute autorité de la transition (HAT), en particulier le président Andry Rajoelina et ses principaux ministres, des membres de l'opposition politique, notamment du *Tiako-i-Madagasikara* (TIM), le principal parti de l'ancien président Marc Ravalomanana.

Lors de leurs rencontres avec les autorités de la HAT, les délégués d'AI ont discuté de la situation des droits humains à Madagascar et des mesures que devrait prendre la HAT en réponse aux violations des droits de l'homme commises pendant la crise politique. Après avoir reçu des détails précis, ils ont conclu dans leur rapport qu'il y avait eu de graves violations du droit malgache ainsi que du droit international relatif aux droits humains sous le gouvernement du président Marc Ravalomanana comme de la HAT.

D'une part, les homicides, les traitements cruels, inhumains et dégradants, les arrestations et détentions arbitraires d'opposants politiques et de manifestants, les attaques incessantes visant les journalistes, les médias et les avocats, n'avaient pas fait l'objet de réelles enquêtes.

En outre, des personnes soupçonnées d'être impliquées dans ces violences n'ont pas été traduites en justice par les autorités malgaches.

Les délégués d'AI avaient par conséquent recommandé une série de mesures pour améliorer le respect des droits de l'homme dans la Grande Île.

« AI apprécie les efforts de la communauté internationale pour résoudre la crise actuelle via l'intervention de l'équipe conjointe de médiation pour Madagascar, mais elle veut s'assurer d'un suivi de la mise en œuvre de ses recommandations pour un respect accru des droits humains dans la Grande Île. D'où notre mission », explique Lindley Couronne.

Source : <http://www.lemauricien.com/article/droits-humains-lindley-couronne-enqu%C3%AAte-%C3%A0-madagascar>